



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*Le partenaire économique de long terme*

# RAPPORT D'ACTIVITÉ **2018**





## **1. MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL** 4

## **2. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018** 5

## **3. IDENTITE DE LA CDC** 6

Profil

Missions

Chiffres Clés

Domaines d'Intervention

Modèle Économique

Organigramme

Comités de Gestion

Valeurs

Capital Humain

Effectifs

Filiales

## **4. GOUVERNANCE DE LA CDC** 20

Missions du Conseil d'Administration

Comité d'Audits et des Risques

Comité de Bonne Gouvernance

Comité des Ressources Humaines et des Rémunérations

Comité des Acquisitions et des Prises de Participations

Comité de Suivi des Décisions et des Recommandations

## **5. BILAN DES ACTIVITES** 22

Les Services Bancaires

Le Développement Territorial

La Gestion d'Actifs

Le Financement de la Transition Energétique

Coopération et Relations Institutionnelles

Une Institution Engagée

## **6. RAPPORT FINANCIER 2018** 33

Rapport du Commissaire aux Comptes

Bilan

Compte de Résultat

## MOT DE L'ADMINISTRATEUR

Directeur Général



L'Administrateur Directeur Général  
**Herman NZOUNDOU BIGNOUMBA**

### « Impacter les communautés et les territoires. »

Dans un contexte national en plein bouleversement économique, la Caisse des Dépôts et Consignations, en tant qu'institution financière publique se doit de s'adapter, devenir plus agile, proactive, créative, socialement utile et engagée dans une optique de développement durable.

En 2018 la CDC s'est vue engagée dans un processus de transition avec notamment des changements au niveau du top management mais aussi sur sa stratégie à moyen terme à l'horizon 2023.

Après un examen approfondi, nous avons réalisé que l'institution a besoin davantage de se focaliser sur l'utilité sociale pour maximiser l'impact de ses interventions sur les communautés, le tissu économique et les territoires.

Nous avons déterminé cinq lignes directrices sur lesquelles nous allons développer nos activités et nos métiers : le développement territorial, le développement durable, les services financiers pour favoriser l'inclusion financière, les infrastructures et le logement.

Nous avons constaté que les communautés pour lesquelles nous œuvrons, nos clients et nos partenaires, ont des attentes croissantes en matière de services basés sur la valeur. Bien que l'activité de l'institution soit basée sur les dépôts de la clientèle, la mobilisation et la sécurisation de l'épargne réglementées, les retards observés dans le développement amplifient les besoins de base et accélèrent la croissance de la demande aux services utiles pour le grand nombre.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons ajouté de nouvelles activités à notre portefeuille. Nous avons notamment lancé des lignes de métiers dédiées à l'accès aux infrastructures sociales, au développement durable et à l'énergie.

En termes de consolidation du tissu économique, nous avons noué un partenariat important pour financer l'industrialisation de la transformation du bois, qui est une ressource de notre pays qu'il faut valoriser au mieux. Nous devons nous concentrer sur notre mission, aider les entreprises à devenir des leaders et participer au développement de notre écosystème économique national.

L'une de nos stratégies, c'est de mieux aligner nos méthodes de travail à la création de valeurs. Pour répondre à des problématiques simples de développement, nous nous efforçons de réduire la complexité de notre organisation, tout en améliorant son niveau d'expertise, son agilité et en valorisant la variété de points de vue. Dans l'esprit de transparence, nous avons amélioré notre stratégie de communication pour faciliter la compréhension de nos métiers et de nos missions.

Sur le volet financier, vous trouverez la synthèse de nos performances : le total bilan a quasiment doublé et nous avons maintenu une trajectoire de résultat en ligne avec nos priorités basées sur l'intérêt général. Nous exprimons notre profonde gratitude pour les personnes qui ont rendu cela possible notamment nos clients, nos partenaires, les responsables de notre tutelle administrative, nos collaborateurs, notre gouvernance, et surtout les plus Hautes Autorités de la République.

La Caisse des Dépôts et Consignations a été créée et se construit pour impacter durablement. C'est la raison pour laquelle nous pouvons dire que « durabilité » et « responsabilité » sont deux notions qui guident nos actions au quotidien.

# FAITS MARQUANTS

## de l'année 2018

### Janvier

- Nomination de M. Luc Evrard MAGULU MA MUSSAVU, en qualité de Directeur Général Adjoint et en remplacement de Mme Laure Sandra KINGBO.

### Février

- Commercialisation des appartements de la résidence Bougainvilliers ;
- Lancement du programme de mobilisation des « avoirs en déshérence ».

### Mars

- Du 10 au 11 mars, participation de la CDC aux travaux du Sommet de l'Alliance Solaire International (ASI) à New Delhi en Inde ;
- Reprise des participations de l'Etat dans les sociétés Gabon Special Economic Zone – GSEZ (32,85%), Olam Palm Gabon (40%) et Olam Rubber Gabon (40%) ;
- Commercialisation des kits solaires BBoxx.

### Avril

- Du 1er au 05 avril, participation de la CDC à la 43ème Assemblée Générale de la Banque Islamique de Développement (BID) à Tunis en Tunisie.

### Juin

- Du 14 au 15 juin, participation de la CDC aux journées du géographe à l'Université Omar Bongo (UOB) ;
- Du 20 au 22 juin, participation de la CDC à la 1ère édition du Gabon Wood Show (salon du bois) à Libreville ;
- Participation de la CDC à la Task-Force sur les finances publiques.

### Juillet

- Démarrage du projet de construction des résidences Magnolia ;
- Création de CDC CAPITAL ;
- Du 13 au 14 juillet, organisation d'un Team building.

### Août

- Le 06 août, signature de deux contrats d'une part avec Ausar Energy (filiale du groupe Engie) pour la construction de 8 centrales solaires et d'autre part avec la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) pour la location des centrales solaires ;
- Nomination de M. Alain MBOMO MOUGOUBI, en qualité de Caissier Général et en remplacement de Mme Gisèle ONGOLLO épouse BEKALE.

### Octobre

- Le 02 Octobre, participation de la CDC au Comité de Coordination du Forum Mondial des Caisses de Dépôts à Dakar au Sénégal ;
- Lancement des produits CDC Conso et CDC Express.

### Novembre

- Le 12 novembre, signature d'un contrat de crédit de 30 millions d'euros avec AfreximBank au Caire en Egypte pour alimenter le Wood Industry Loan Fund (wilf) ;
- Le 13 novembre, signature d'un accord transactionnel entre la République Gabonaise et SFM Africa Limited ;
- Le 16 novembre, Fusion absorption SNI-SNLS (Filiale de la CDC à 50%) sur décision du Conseil des ministres.

### Décembre

- Du 05 au 12 décembre, participation de la CDC à la COP 24 à Katowice en Pologne ;
- Du 10 au 11 décembre, participation de la CDC à la 1ère édition de l'Africa Agri Forum à Libreville ;
- Le 20 décembre, levée de fonds auprès de Africa Finance Corporation (AFC) d'un montant de 90 millions USD, pour financer les projets de développement de GSEZ (extension des ports d'Owendo / Gabon, San Pedro / Côte d'Ivoire, Nouakchott / Mauritanie) ;
- Le 21 décembre, restructuration de la participation Rougier Afrique International.

# IDENTITE de la CDC

## Profil

Créée sous la forme d'un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) en 2011, la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon est une institution financière publique chargée de collecter, gérer l'épargne ou toute forme de ressources d'investissement, au service du développement économique et social.

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Économie, son statut juridique lui permet d'accomplir des missions de service public, de servir l'intérêt général et d'adopter des normes de gestion inspirée du secteur privé et fondées sur la bonne gouvernance et la performance.

À ce titre, les activités de la CDC sont guidées par des principes de protection, de sécurité et de rendement des fonds confiés par mandat public. Elle assure également la promotion du développement de l'épargne longue durée, de sa transformation pour des financements à long terme, dans le respect du principe de neutralité de l'investissement.

## Missions

La CDC a pour mission principale d'apporter un appui à la mise en œuvre du programme de développement de l'Etat et des collectivités locales. Elle assure cinq fonctions principales :

- 1.** En tant que banquier des organismes et projets publics en autonomie de gestion, elle recueille les fonds affectés, assure leur sécurité et délivre les services financiers ;
- 2.** En tant que tiers de confiance notamment en liaison avec les professions juridiques ( notaires, avocats, huissiers, greffiers ), elle collecte les fonds de consignations et diverses cautions, et assure des services financiers à ces professions ;
- 3.** En tant qu'investisseur, elle procède d'une part à des investissements en capital, en prenant des participations dans différents secteurs économiques ; d'autre part à des investissements dans l'immobilier et autres infrastructures d'intérêt général, principalement les priorités nationales ;
- 4.** En tant qu'accompagnateur, elle réfléchit en permanence avec les pouvoirs publics sur des solutions à diverses problématiques nouvelles, ce qui contribue à l'ajustement des missions et l'élargissement de son périmètre d'activités ;
- 5.** En tant que mobilisateur de l'épargne publique des épargnants sur livret, elle assure la sécurisation selon la réglementation des fonds de tiers détenus par les professionnels du droit, ainsi que les fonds admis en consignations.

### **A titre d'illustrations, la CDC :**

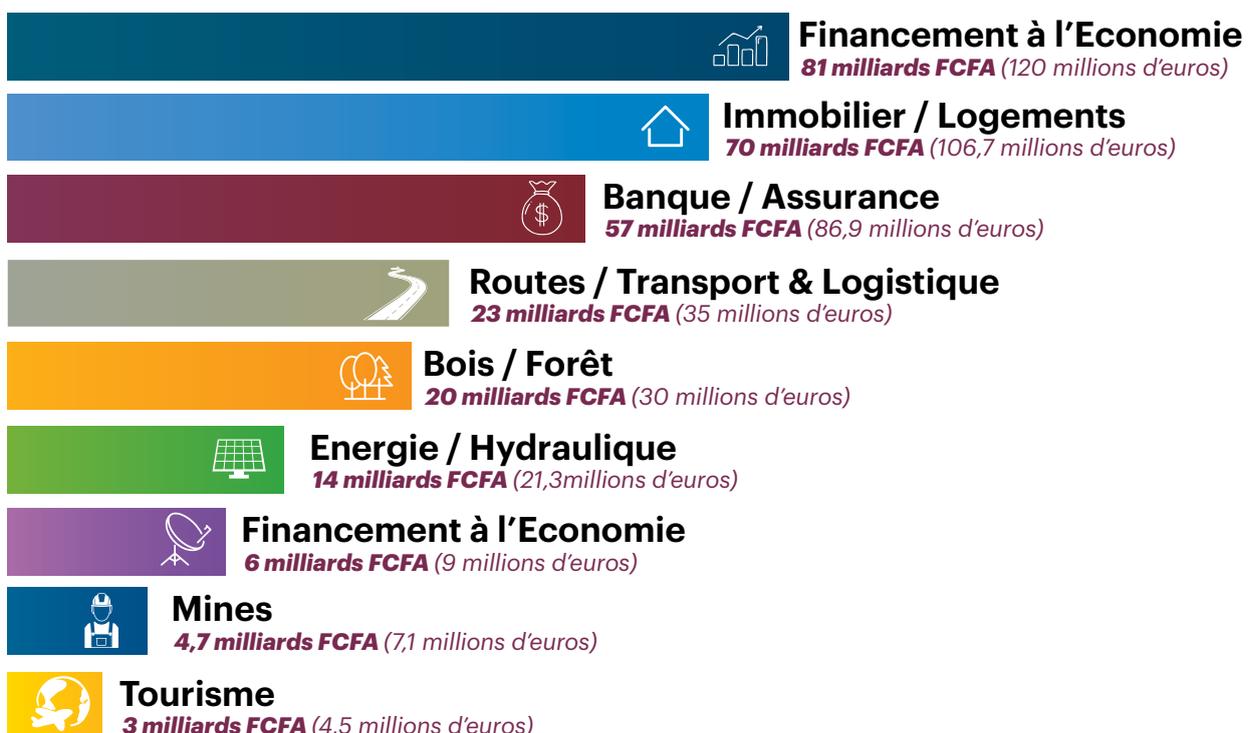
- *Accompagne les populations pour l'accès au logement ;*
- *Finance les entreprises ;*
- *Participe à l'industrialisation de la filière bois ;*
- *Assure la conservation, la gestion des dépôts et fonds alloués aux institutionnels, ainsi que les professionnels du droit ;*
- *Gère les fonds pour le compte du Fonds Vert Climat afin de lutter contre les changements climatiques.*

## Chiffres Clés

- Total bilan : FCFA 485 milliards
- Résultat net : FCFA 2,16 milliards
- Actifs investis :
  - Participations FCFA 168 milliards
  - Immobilier FCFA 24 milliards
- Volume des dépôts
- 4 filiales ( Avorbam Investissements, Novec Gabon, CDC Capital, CDC Energy ) ;
- 94 collaborateurs ;
- Fonds propres : FCFA 205 milliards ;
- 220 logements mis en vente et 200 en construction

## Domaines d'Intervention

L'expertise de la CDC est basée sur plusieurs secteurs d'activités de l'économie.



## **Modèle Économique**

Les Caisses des Dépôts constituent une catégorie homogène d'investisseurs institutionnels publics de long terme, dont les spécificités tiennent compte des contextes nationaux.

La CDC du Gabon joue un rôle majeur dans le développement économique à travers les missions spécifiques qui lui sont confiées pour répondre aux besoins structurants et aux priorités nationales.

En effet, la pertinence de son modèle économique et prudentiel s'appuie sur des ressources stables, permanentes, caractérisées par un niveau de fonds propres élevé, des mandats de gestion de fonds confiés par les pouvoirs publics, des instruments de collecte et de mobilisation de l'épargne réglementés.

En termes d'emplois, les Caisses de Dépôt s'inscrivent sur un horizon d'investissement à long terme, en privilégiant des classes d'actifs adaptés à leur rôle d'investisseur avisé. La robustesse et la résilience du modèle économique reposent également sur une gestion des risques et une gestion actif/passif optimales et performantes.

Le modèle économique de la caisse des dépôts repose sur la structure d'un passif à long terme, permettant de s'affranchir des contraintes de l'accès à la liquidité et de la volatilité du passif, ce qui implique :

- Un niveau de fonds propres élevé ;
- Des ressources à long terme gérées dans le cadre des mandats assignés à la CDC en qualité de tiers de confiance ;
- Des instruments financiers de collecte et de mobilisation d'une épargne longue durée.

« *Rendre progressivement le modèle économique résilient et indépendant des ressources du secteur public.* »

Le modèle financier répond à l'exigence d'allouer de manière optimale les ressources du passif en fonction de leur maturité vers des emplois à maturité correspondante, selon l'orthodoxie d'usage.

Cette allocation optimale des ressources permet de maximiser les rendements. En tant qu'institution de développement se devant de financer à long terme, il va de soi que le volume des ressources à long terme prime significativement sur celles à court terme.

### **Les Ressources**

En sa qualité d'établissement public à caractère industriel et commercial ( EPIC ), la CDC a un modèle de gestion unique qui permet de développer économiquement et socialement le Gabon, dans une optique d'intérêt général sur le long terme.

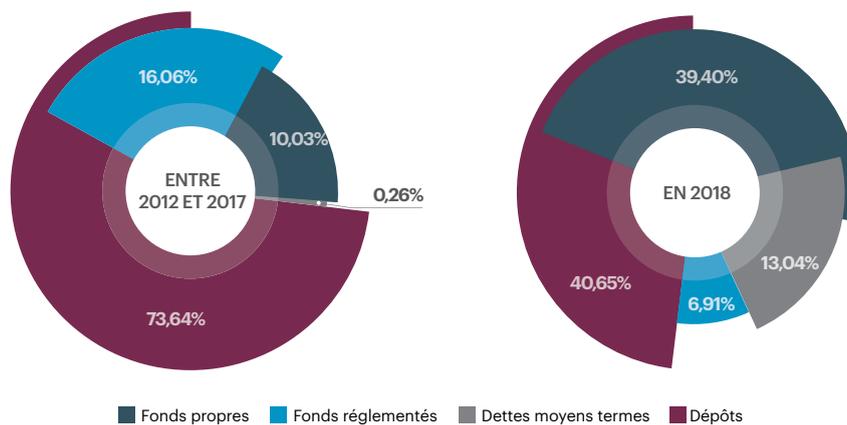
A travers son modèle économique et financier, la CDC veut, grâce à son autonomie, répondre plus efficacement aux exigences que lui confère son statut spécial. Ceci, en s'affranchissant des contraintes d'accès à la liquidité ou à la volatilité des actifs. Aussi, en augmentant ses fonds propres qui lui permettront de maximiser les rendements.

La politique de consolidation du niveau de fonds propres a été accélérée et se concrétise en 2018 : les fonds propres ont rattrapé le volume des dépôts et la CDC conforte son profil d'investisseur à long terme.

Structure des ressources :  
un niveau de fonds propres équivalent au niveau des dépôts

COMPOSITION MOYENNE DES RESSOURCES

COMPOSITION DES RESSOURCES DE LA CDC



La structure des ressources montre l'efficacité du modèle économique.

### > Fonds National de l'Habitat (FNH)

Le niveau de recouvrement du Fonds National de l'Habitat ( FNH ) a progressé de +20% par rapport à l'année 2017. Cette progression résulte de la stratégie menée en fin 2017, et permet d'une part d'intégrer l'exercice 2013 dans le périmètre de prescription tel que défini par l'article P-862 du Code Général des Impôts ( CGI ) et d'autre part, de respecter les engagements donnés aux contribuables suite aux avis de vérifications émis avant le 31 décembre 2017. Sur l'exercice 2018, 55% des contrôles ont été réalisés, à cela s'ajoute la forte implication des entités intervenant dans la chaîne de mobilisation des ressources.

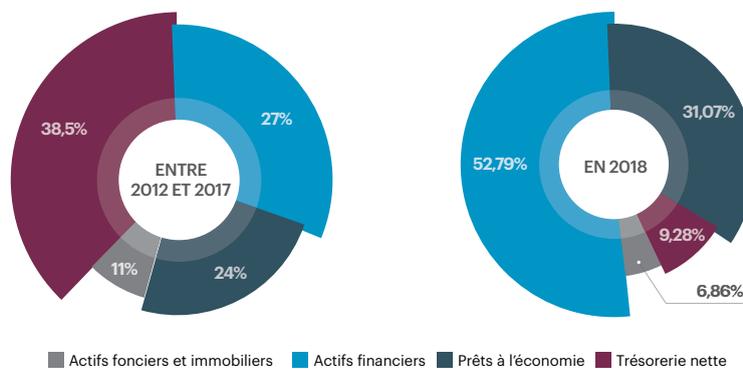
### > Emplois

Graphique structurel des emplois : une allocation plus long-termiste au service du plus grand nombre.

Structure des emplois :  
une allocation plus long-termiste au service du plus grand nombre.

COMPOSITION MOYENNE DES EMPLOIS

COMPOSITION DES EMPLOIS DE LA CDC



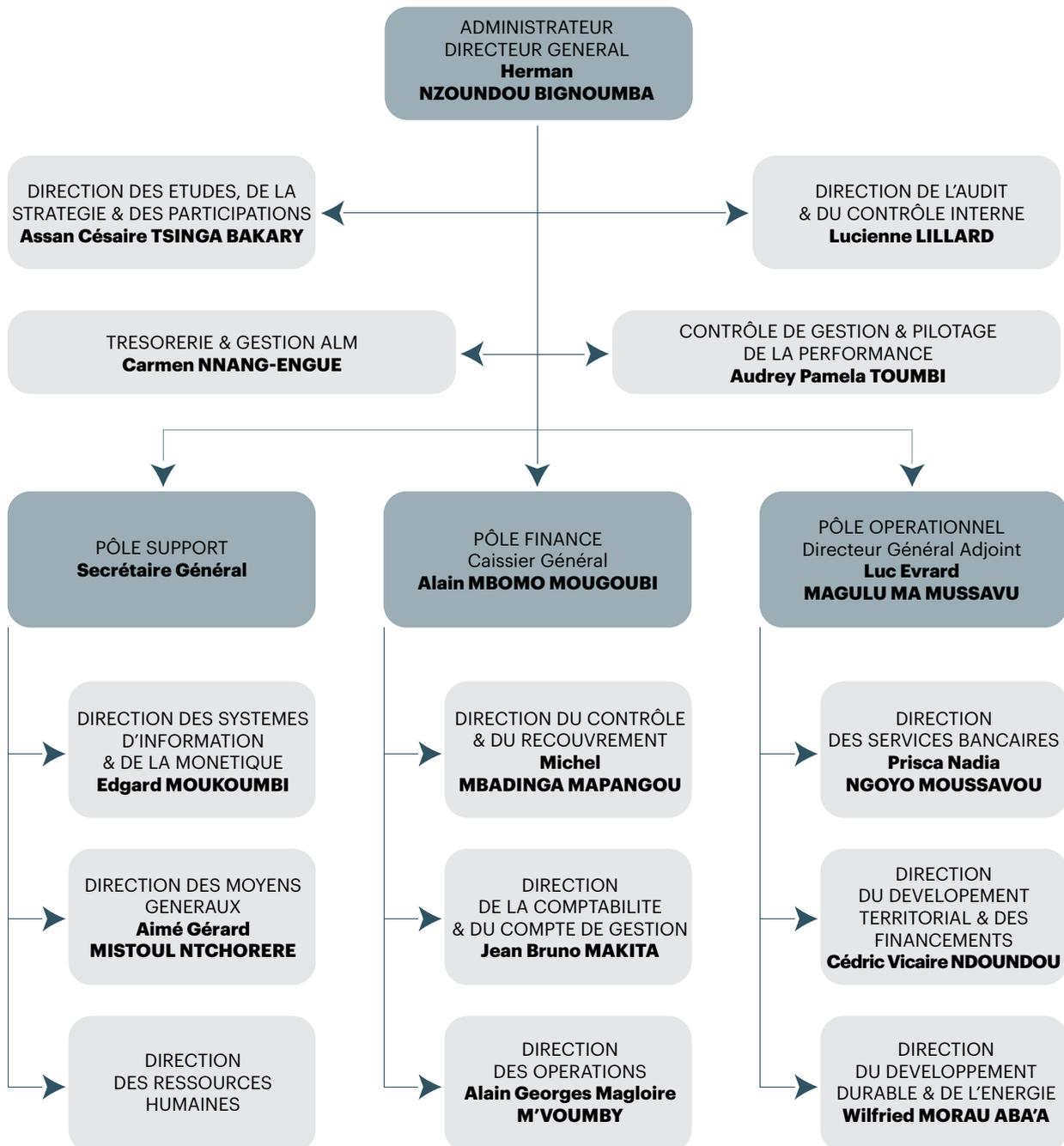
### > Structure des emplois

Profil d'un investisseur et prêteur à long terme. Le mode d'intervention de la CDC en tant qu'investisseur et prêteur à long terme permet de s'affirmer en tant qu'institution financière de référence.

La CDC agit à travers des interventions financières, sur la base d'une ingénierie de structuration financière.

# Organisation

Organigramme de la CDC





## Comités de Gestion

### ➤ **Comité de Direction ( CODIR )**

Conformément aux meilleurs standards dans la gestion d'une entreprise, il est institué un Comité de Direction à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Comité de Direction est, au sein de l'organisation, l'instance d'orientation et de contrôle pour un meilleur pilotage de l'activité opérationnelle de la structure. Le codir est investi d'un pouvoir de surveillance et de décision sous la responsabilité de l'Administrateur Directeur Général.

### ➤ **Comité d'Investissement ( COMINV )**

Le Comité d'Investissement ( COMINV ) est un Comité consultatif qui a pour mission de donner un avis à la Direction Générale au sujet de tous les dossiers d'investissements qui lui sont soumis. L'objectif est d'optimiser le processus de décision de la CDC concernant les dossiers d'investissement et de désinvestissement.

### ➤ **Comité de Gestion Actif-Passif ALM ( ALCO )**

A l'instar de toutes les institutions financières modernes, la CDC a mis en place une Gestion Actif-Passif ( ou ALM : Asset Liability management ) de son bilan. En effet, l'intérêt de la mise en place de ce type d'outil résulte de l'inadéquation dans le temps entre les ressources et les emplois de l'institution. L'intérêt d'une gestion actif réside dans la détection d'un gap de liquidité.

La Gestion Actif-Passif est une méthode globale de mesure et de coordination des éléments de l'actif et du passif du bilan, afin de maîtriser et couvrir les risques de taux et de liquidité, et donc de minimiser leur impact sur le bilan et la rentabilité.



*Visite du début des travaux du chantier Magnolia par le Président  
du Conseil d'Administration de la CDC (M. Egide BOUNDONO SIMANGOYE)  
et les membres du Comité de Direction.*

## Valeurs

# « Notre capital confiance. »

## Sécurité



« **C'est notre aptitude** à tenir notre rôle de tiers de confiance de référence ».

### ► Tiers de confiance

La Caisse des Dépôts et Consignations met un accent particulier sur la collecte et la sécurisation de l'épargne. Elle a développé un capital confiance auprès des tiers grâce aux différents produits mis en place.

### ► Avoirs en déshérence

Le programme de mobilisation des « avoirs en déshérence » a été lancé en février 2018, afin de permettre la réception, la sécurisation et la restitution des dits fonds aux bénéficiaires. La réglementation relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, confie en effet à la CDC la gestion des avoirs en déshérence, au bout d'un délai d'inactivité de 10 ans.

Afin de répondre à sa mission d'intérêt général, la Caisse des Dépôts et Consignations a lancé en décembre 2018 une vaste opération de communication sur les chaînes nationales. L'objectif était de communiquer sur le projet, les modalités de restitution à la demande et sur les prérogatives de la CDC.

## Proactivité



« **C'est notre capacité** à innover et à impulser des évolutions économiques, sociales et technologiques déterminantes ».

### ► Pilotage Stratégique

Le repositionnement stratégique a été un enjeu quasi-permanent tout au long de l'année.

La Direction Générale a développé de nouveaux modes d'intervention et de nouvelles activités pour accroître l'impact de la CDC et répondre aux enjeux à la fois conjoncturels et structurels, afin d'accompagner la mise en œuvre des mesures gouvernementales prises dans le cadre du Plan de Relance de l'Economie (PRE).

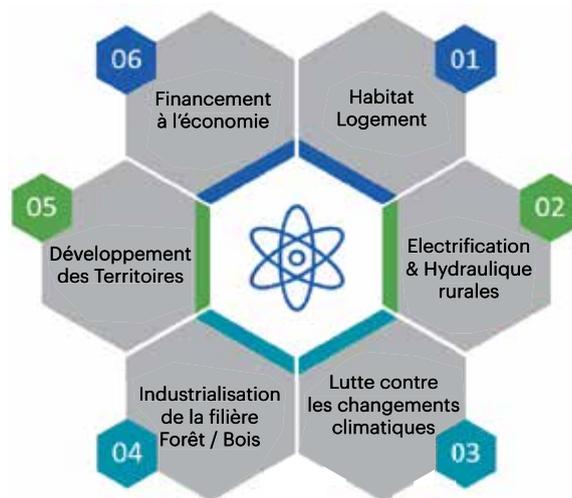
L'objectif est de rendre progressivement le modèle économique résilient et indépendant des ressources provenant de la contribution au Fonds National de l'Habitat (FNH).

A titre d'illustration, l'activité liée à la clientèle « entreprise ». la CDC a signé un contrat pour une ligne de crédit avec AfreximBank, pour financer le fonds de roulement des entreprises de transformation du bois de la Zone Economique à Régime Economique Privilégié (ZERP) de Nkok.

Les enjeux stratégiques ont également dû être ajustés à la clôture des comptes à vue des agences publiques, dans le cadre de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor.

La CDC poursuit son recentrage stratégique sur les métiers de base d'une caisse de dépôt :

- La mobilisation d'une épargne longue durée et peu coûteuse ;
- Le soutien aux politiques publiques en tant qu'investisseur et prêteur à long terme, à travers la structuration et le financement des opérations stratégiques, des priorités nationales et des secteurs porteurs.



### ► Le projet de mise à jour de l'infrastructure informatique de la CDC

L'actualisation de l'infrastructure IT (Prod & Secours) a démarré avec le développement de la baie des disques. Cette mise à jour s'est poursuivie tout au long de l'année avec l'arrivée des commandes relatives à l'acquisition de 5 serveurs ESX et la baie JBOD pour la plateforme de sauvegarde de TSM. Cette mise à jour sera totalement effective en 2019 avec l'obtention du serveur Power 8 pour le site de secours.

### ➤ **Contribution au développement : les politiques publiques soutenues**

La CDC ambitionne de se positionner sur les secteurs identifiés comme stratégiques, porteurs et prioritaires, notamment le logement social et les TPE/PME/PMI.

Elle assure également la gestion des mandats confiés par l'Etat ( infrastructures sociales, énergie, etc. )

C'est à ce titre que du 20 au 22 juin 2018, la CDC a participé au Gabon Wood Show, salon dédié aux entreprises de la filière bois dont l'objectif est de nouer des relations d'affaires par la mise à disposition des lignes de crédits aux entreprises situées dans la zone Economique Spéciale de NKOK.

Ces financements permettront l'expansion économique et financière de ces différentes entités d'une part, et à notre pays le Gabon de bénéficier des retombées de ces investissements en termes de croissance économique d'autre part.

## Performance



« **C'est notre credo** dans notre démarche de production de la richesse, gage de notre prospérité. »

### ➤ **Mise en place du Pilotage de la Performance**

L'année 2017 marque un tournant décisif du point de vue managérial au sein de notre institution, avec le changement de la Direction Générale. Cette nouvelle vision s'inscrit dans une politique de rationalisation de la gestion afin d'être d'autant plus efficace dans notre mission d'appui aux politiques publiques et au développement territorial.

C'est dans ce cadre que la Caisse des Dépôts et Consignations, a mis en place au titre de nouvelle compétence, la fonction Pilotage de la Performance intégrant le Contrôle de Gestion qui est directement rattachée à la Direction Générale. Elle permet de suivre le fonctionnement de l'organisation de façon dynamique et régulière en fournissant rapidement l'information essentielle.

### ➤ **Projet Qualité : Remboursement des consignations en 48h**

La CDC s'engage à reverser les fonds issus de la déconsignation dans un délai maximum de 48h ouvrées à compter de la réception des justificatifs nécessaires.

Le délai de remboursement de 48h s'inscrit dans une démarche « satisfaction client », primordiale pour le développement de l'activité. Cela permet de faire évoluer ses pratiques afin de satisfaire les besoins des déposants et des bénéficiaires. L'objectif est de réduire davantage le délai de remboursement en optimisant le système d'information.

### ➤ **Process Cost-Killing**

La Direction des Moyens Généraux poursuit plusieurs missions telles que :

- Centraliser les achats en acquérant aux meilleurs coûts les biens et services via la mise en concurrence des fournisseurs ;
- Fournir des services d'appui tels que : le transport du personnel, la sécurité des biens et des personnes, la gestion des voyages et la gestion de la logistique ;
- Assurer le suivi des politiques et programmes relatifs à l'entretien du patrimoine et des équipements de la CDC.

La Direction des Moyens Généraux a pour objectif d'obtenir des économies dans les achats des biens et services, en cherchant à optimiser les charges, en réduisant les coûts ( cost Killing ) afin d'améliorer la rentabilité de l'Institution. Aussi ,des costs killing ont été de l'ordre de FCFA 249 millions qui représente une économie de 28% par rapport à l'année précédente.

## Citoyenneté



« **C'est le leitmotiv** qui guide notre action d'accompagnement des politiques publiques en veillant au respect des personnes, des règlements et de l'environnement. »

### ➤ Actions de soutien

Tout au long de l'année, la CDC a effectué des donations et des soutiens dans plusieurs secteurs d'activités : économie, agriculture, éducation, mécénat.

### ➤ Sponsoring

• Les Journées du Géographe

Regroupé sous la bannière de « l'Union des Géographes » (UDG) de l'Université Omar BONGO, les Journées du Géographe ont pour objectif de promouvoir les activités scientifiques et socioculturelles de ce département dont la thématique est : « La Géographie : une mosaïque de métiers »

Du 14 au 15 juin, la CDC a pris une part active à travers des ateliers et l'animation d'un stand.



De gauche à droite, Messieurs : Wilfried MORAU ( DDE CDC ),  
Vicaire NDOUNDOU ( DDTF CDC ), Herman NZOUNDOU BIGNOUMBA ( ADG CDC ),  
Luc Evrard MAGULU MA MUSSAVU ( DGA CDC )

• Africa Agri Forum

Secteur plein de potentiel et hautement stratégique pour notre pays, la CDC a acquis des participations dans le groupe Olam ( Olam Palm Gabon et Olam Rubber Gabon ). Ainsi, du 10 au 11 décembre 2018, la CDC a participé à l'Africa Agri Forum, car elle ambitionne d'être un acteur du développement agricole.

Le secteur agricole s'est fixé de nouveaux objectifs qui lui permettraient d'accélérer sa transformation et d'assurer son rôle de créateur de richesses et générateur d'emplois.

### ➤ Actions team building

Du 13 au 14 juillet s'est tenue la 1ère édition des journées team building de la CDC, dont les objectifs étaient d'une part de communiquer sur l'activité ( résultats ), et d'autre part de renforcer l'intelligence collective, développer l'esprit d'équipe au sein de l'institution.



Journée team building au Cap Estérias

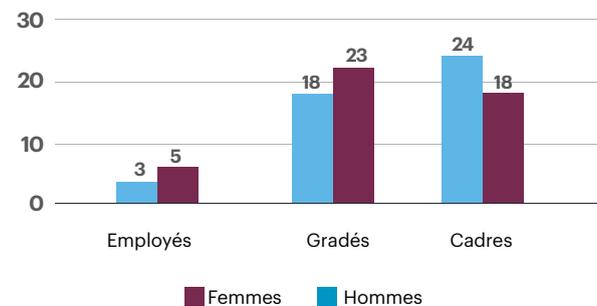
## Capital Humain

Basée sur une politique d'optimisation du rendement des compétences, la politique des Ressources Humaines de la CDC met en valeur le savoir-faire et le bien-être de ses collaborateurs.

## Chiffres Clés

L'approche genre à la Caisse des Dépôts et Consignations se rapproche d'une parité équitable, à savoir 46 femmes et 48 hommes.

EFFECTIFS





*La politique des Ressources Humaines de la CDC met en valeur  
le savoir-faire des collaborateurs*

## Filiales

### > **Avorbam Investissements**

Avorbam Investissements est la filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, en charge de la promotion immobilière. Elle réalise depuis plusieurs années des investissements immobiliers en vue de répondre à une demande croissante dans le pays.

C'est dans ce cadre que sa stratégie vise à :

- Participer à la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent ( PSGE ) en matière de logements ;
- Diversifier ses actifs, en investissant dans le domaine du logement résidentiel et commercial.

A cet effet, la CDC dispose d'un patrimoine foncier d'environ 640 hectares à travers lequel elle souhaite contribuer à la résorption du déficit global de logements.

La CDC compte à son actif un patrimoine bâti de 15 immeubles, de 220 unités de logements d'une part, et de 200 unités de logements en cours de livraison d'autre part.

### > **CDC Capital**

CDC Capital est la filiale en charge de la gestion des fonds apportés par son sponsor la Caisse des Dépôts et Consignations, et d'autres investisseurs institutionnels, qui sont investis dans des PME à fort potentiel.

Son équipe émane de la division Private Equity de la CDC.

CDC Capital est :

- Un investisseur en fonds propres dans des opérations minoritaires ;
- Un partenaire de confiance et de référence des PME/PMI au Gabon et en Afrique Centrale, notamment familiales ;
- Un apporteur de financements en capitaux adaptés, innovants et durables pour des entreprises en phase de croissance.

CDC Capital en tant que General Partner est l'entité de prise de décision des Fonds sous gestion. À ce titre, elle fournit des services de gestion au Fonds, examine toutes les décisions à prendre.

Elle examine toutes les décisions à prendre au nom du Fonds, ( investir et désinvestir ), en plus d'être responsable de son administration.

### > **Novec Gabon**

Issu de la coopération entre la Caisse de Dépôt et Gestion du Maroc et la CDC, Novec Gabon SA a été créé dans le souci de favoriser le développement d'une expertise nouvelle en matière de développement territorial, et d'accroître les capacités locales d'exécution des programmes d'infrastructures.

Ce partenariat sert d'appui au développement de l'ingénierie financière dans divers secteurs de l'économie : énergie, infrastructures physiques, agriculture.

### > **CDC Energy**

CDC Energy est un instrument destiné à accompagner les pouvoirs publics dans la transition énergétique.

CDC Energy a pour missions principales :

- L'installation et l'exploitation de sites de production d'énergies notamment solaires, photovoltaïques, biomasse, éolienne, aérothermique et géothermique ;
- La vente desdites énergies ainsi que toutes prestations d'agence commerciale et opérations de courtage ;
- Les prestations de services d'études, conseils ingénierie, audits, analyse, suivi de chantiers et assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de génie civil ;
- La prise de participation sous toutes formes et la gestion desdits investissements et toutes opérations permettant le développement et le maintien de l'objet social ;



UNE VISION POUR VOTRE CONFORT





Le Conseil d'Administration de la CDC

## ► Missions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la CDC se réunit au moins trois fois par an . Il détermine les orientations de l'institution et veille à leur mise en œuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'établissement et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Il examine tous les aspects liés à :

- La stratégie de la CDC ;
- La politique de gestion globale des risques ;
- Le système de contrôle interne ;
- La gouvernance en désignant les instances dédiées en la matière ( Comité d'Audits et de Risques, Comité de Bonne Gouvernance, Comité des Ressources Humaines et Rémunérations, Comité des Acquisitions et Prises de Participations, Comité de Suivi des Décisions et Recommandations ).

« Un système fondé sur la performance et la transparence. »

## ► Comité d'Audits et des Risques

Le Comité d'Audits et des Risques évalue la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et préconise, si besoin est, des actions supplémentaires. Il veille à la fiabilité et à la clarté des informations financières.

Il s'assure de la conformité de la CDC aux lois et règlements ainsi qu'avec le code d'éthique et de déontologie. Il formule ses recommandations sur la nomination, le remplacement ou le licenciement du Responsable de l'Audit Interne.

Il examine de manière critique les décisions et appréciations de la Direction Générale se rapportant aux états financiers de la CDC, aux analyses de performance, aux rapports intermédiaires, avant de les soumettre pour approbation au Conseil d'Administration.

## **Comité de Bonne Gouvernance**

Le Comité de Bonne Gouvernance est chargé d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses pouvoirs relatifs à une saine politique de bonne gouvernance de la Direction Générale .

il a pour missions entre autres de :

- Interpréter les dispositions du Code et s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie ;
- Assurer la formation et l'information des administrateurs quant au contenu et aux modalités d'application du Code ;
- Traiter les divulgations, les dénonciations et les présumées irrégularités conformément à la procédure prescrite par le Code .

Le Comité de Bonne Gouvernance est une entité de réflexion qui examine tous les dossiers à présenter pour approbation au Conseil d'Administration.

## **Comité des Ressources Humaines et des Rémunérations**

Le Comité des Ressources Humaines et des Rémunérations est chargé d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de ses pouvoirs relatifs à la politique en matière des Ressources Humaines et des Rémunérations de la Direction Générale.

Le comité a pour missions de :

- Élaborer les principes et les lignes directrices en matière de rémunération, vérifier la conformité de la grille des rémunérations du personnel et s'assurer de l'efficacité dans leur application à terme ;
- Revoir périodiquement les plans d'organisation de la Direction Générale . Rencontrer régulièrement les personnes présentes pour des postes clés ;
- Examiner le rapport du Bilan social établi chaque année par la Direction Générale avant validation du Conseil d'Administration ;

Le Comité est une entité de réflexion qui examine les dossiers en matière des Ressources Humaines et des Rémunérations et formule des avis et recommandations à présenter pour approbation définitive au Conseil d'Administration.

## **Comité des Acquisitions et Prises de participations**

Le Comité des Acquisitions et Prises de Participations a pour mission d'examiner des opportunités de prises de participation de la CDC dans des structures et entreprises. Il porte une appréciation sur la maîtrise des risques encourus et le retour du capital investi. Il peut suspendre une décision de prise de participation lorsqu'il estime que les intérêts de la CDC peuvent être compromis.

Le Comité des Acquisitions et Prises de Participation se réunit au cas par cas suivant les opportunités qui se présentent. Le Président du Conseil d'Administration et l'ensemble du Comité assistent la Direction Générale et la Caisse Générale, lors des signatures des conventions liant la CDC avec les organismes extérieurs dans lesquels l'institution a été engagée dans les acquisitions et prises de participations. La signature des conventions étant du seul ressort du Directeur Général.

## **Comité de Suivi des Décisions et des Recommandations**

Le Comité de Suivi des Décisions et des Recommandations évalue le niveau d'exécution et d'engagement des décisions prises par la Direction Générale ;

Il constate les manquements dans le respect de la mise en œuvre des décisions et des recommandations et il rend compte au Conseil d'Administration.

# LE BILAN

## des activités



DIRECTION DES SERVICES BANCAIRES  
**Nadia Prisca NGOYO MOUSSAVOU**

## Les Services Bancaires

### La mobilisation et la gestion des dépôts

Cette gestion inclue l'ouverture, la clôture des comptes des institutionnels, le traitement des opérations des clients, la gestion des instruments de paiements, le traitement et suivi des réclamations clients, et la production des données de reporting sur le volume des dépôts.

Comparativement au 31 décembre 2018, le service des dépôts compte 276 comptes ouverts contre 457 au 31 décembre 2017. Ce qui totalise un montant de 83 462 081 FCFA en 2018 contre 52 188 202 062 FCFA en 2017.

| SEGMENTATION CLIENTELE   | NBRE DE COMPTES<br>31/12/2018 | NBRE DE COMPTES<br>31/12/2017 | SEGMENTATION CLIENTELE   | EN COURS DES CAPITAUX<br>31/12/2018 | EN COURS DES CAPITAUX<br>31/12/2017 |
|--------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Agences Comptables       | 51                            | 120                           | Agences Comptables       | 14 984 353 602                      | 26 296 140 350                      |
| Projets programmes       | 35                            | 68                            | Projets programmes       | 1 117 080 393                       | 1 710 323 112                       |
| Autres Entités Publiques | 185                           | 257                           | Autres Entités Publiques | 66 968 299 480                      | 23 515 056 506                      |
| Régies                   | 5                             | 7                             | Régies                   | 392 347 660                         | 666 682 094                         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>276</b>                    | <b>457</b>                    | <b>TOTAL</b>             | <b>83 462 081 135</b>               | <b>52 188 202 062</b>               |

Tableau présentant le volume d'activité et son évolution par type de clients

## Focus sur les sommes en déshérence

### • *Le banquier des professions juridiques*

Sont concernés les corporations d'avocats, de notaires, d'huissiers de justice, de syndics judiciaires, de greffiers en chefs et des cabinets en conseil juridique. Au sein de la CDC, la sécurisation des fonds de tiers détenus par les professions juridiques est une mission de service public et elle intervient également dans la protection de l'épargne des ménages.

La mobilisation est suivie par une action commerciale centrée sur la clientèle en compte et sur la mise en place de produits de financement tels que CDC EXPRESS pour les fonds de roulement et CDC CONSO pour le matériel d'équipement.

« En chiffres : 69% sur le programme des visites clients et 80% sur la prospection. »

### • *La gestion des consignations*

La gestion des consignations a un nouveau produit, la caution pour naturalisation. Par contre, les cautions de rapatriement demeurent plus importantes et mobilisent 2 milliards de FCFA.

Ce programme de mobilisation des avoirs en déshérence fut lancé en février 2018 pour permettre la réception, la sécurisation et la restitution aux bénéficiaires. La réglementation relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence a un délai d'inactivité de 10 ans. En 2018, le montant des avoirs en déshérence est de 368 millions de FCFA.

### • *Une gestion digitalisée*

La CDC se dote d'une nouvelle application pour un meilleur traitement des avoirs en déshérence.

### • *Avoirs en déshérence*

Ce projet coordonné par la Direction des Services Bancaires ( DBS ) a permis de mettre en place un outil pratique pour la prise en charge des dites sommes. Cette application a été améliorée par la mise en avant d'un portail web à l'endroit de nos partenaires ( Banque, Microfinance et Assurance ) afin de permettre à chacun de manière autonome de faire la déclaration et suivi des sommes.

Ainsi, cette application se traduit par une matrice des engagements de développement durable spécifique à chaque activité, métier impactant sur le comportement du personnel, et dont la mise en œuvre est en cours.



**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
TERRITORIAL ET DES FINANCEMENTS  
Cédric Vicair NDOUNDOU**



## Le Développement Territorial

### > La Promotion Immobilière

A ce jour, la CDC possède à son actif de nombreux terrains :

- Deux dans les zones d'Angondjé et d'Essassa ;
- Un sur le site de Mindoubé ;
- Un sur le champ triomphal ;
- Un à proximité de la zone aéroportuaire ;
- Deux en bordure de l'estuaire du Komo (Pont-Nomba & Sablière).

La CDC possède également un patrimoine bâti sur différents sites :

- L'immeuble MOREA dans le quartier Tahiti ;
- L'immeuble R+3 (ancien LG) ;
- L'immeuble Aquilla R+4 à Louis ;

La promotion immobilière inclut également les opérations de construction réalisées et en cours par sa filiale Avorbam Investissements. Il s'agit des résidences Bougainvilliers 1&2 avec 220 appartements et Magnolia 200 résidences dont 173 villas plein-pied et 27 appartements. À ces cadres de vie, des espaces communautaires sont prévus (commerce, école, aires de jeux etc).

### > Les infrastructures : impact du Groupe GSEZ

L'Etat Gabonais a confié à la CDC à titre gracieux 32,85% des parts de participations dans le Groupe GSEZ, ainsi que 40% dans Olam Palm Gabon et 40% dans Olam Rubber Gabon. Afin de contribuer au financement des projets d'extension des ports, une levée de fonds auprès de la société Africa Finance Corporation (AFC) d'un montant de 90 milliards de dollars américain a été réalisé.

Ces extensions sur le territoire national concernent le port minéralier, le port cargo, la Zone Economique Spéciale de NKOK et à l'international le port de Nouakchott en Mauritanie, ainsi que le port de San Pedro en Côte d'Ivoire. Ces différents ports du Gabon emploient plus de huit-cent-dix (810) personnes dont six-cent-cinquante-huit (658) nationaux. Ce qui constitue une main d'œuvre considérable et un véritable impact social dans le pays.



## La Gestion d'Actifs

### La Gestion des participations

Les prises de participations identifiées au cours de l'année 2018 attestent d'une veille permanente de la CDC dans la recherche d'opportunités.

#### • Chiffres clés

- 25 sociétés en portefeuille
- 10 secteurs d'activités
- 180,25 Milliards de Francs CFA investis en actions
- 23 Milliards de Francs CFA en Compte Courants d'Associés (CCA)
- Durée moyenne de détention : 5 ans
- Ligne de participation la plus importante : Gabon Special Economic Zone (GSEZ) : 116,3 Milliards de Francs CFA



**DIRECTION DES ETUDES DE LA STRATÉGIE  
ET DES PARTICIPATIONS  
Césaire TSINGA**



RESPONSABLE TRESORERIE  
ET GESTION ALM (ALCO)  
**Carmen NNANG-ENGUE**

## > La Dynamisation de la Trésorerie

Les activités du service trésorerie en 2018 se résument en quelques points :

- La prospection de financements pour les projets dans les secteurs immobiliers et Vert auprès des partenaires financiers locaux avec pour objectif, l'obtention de facilité ou de prêts bancaires ;
- La mise en place d'un mécanisme de gestion plus dynamique de la trésorerie grâce à une collaboration plus étroite avec les métiers ;
- La mise en relation avec CPOR Devises (Société financière qui propose des prestations spécifiques au traitement des devises et produits pour les banques et les établissements financiers) pour la reprise de l'activité de change manuel ;
- Le financement des projets :
  - L'emprunt obtenu auprès de UBA d'un montant FCFA 5 500 millions pour le projet Magnolia
  - Une garantie à la première demande donnée par la CDC à Orabank, sur le prêt de FCFA 4. 730 millions porté par le maître d'œuvre pour les travaux de finalisation du siège.

## → Les chiffres clés au 31 décembre 2018

- Dépôts de la clientèle ( encours ) : FCFA 1 725 Millions (reconciliation affectation dépôts clientèle)
- Trésorerie Nette : FCFA 10 306 millions
- Evolution des placements ( encours ) :
  - Dépôts à Terme: FCFA 5 668 milliards
  - Comptes Courants d'Associés : FCFA 1 997 millions
  - Titres Obligataires : FCFA 1 500 millions
  - Avances de Trésorerie à l'Etat : FCFA 13 000 millions

### ● Produits des placements :

Dépôts à terme : FCFA 509 millions  
Comptes Courants d'Associés : FCFA 59 millions ( RAI)  
Titres Obligataires : FCFA 140 190 millions  
Avances de Trésorerie à l'Etat : FCFA 1 360 millions

### ● Prêt contracté ( encours ) :

Crédit à moyen terme de FCFA 5 500 millions sur vingt-quatre ( 24 mois ) au taux de 6% avec douze ( 12 ) mois de différé ;

### ● Les Charges

Charges financières crédit moyen terme : FCFA 163 millions  
Autres charges financières et bancaires : FCFA 139 millions

Ces événements rappellent la nécessité pour la CDC de rendre plus liquide les actifs afin d'améliorer le ratio de liquidité.

Les revenus des DATs enregistrent une augmentation de plus de 123%, comparativement à la même période en 2017, avec un taux de réalisation budgétaire de 121%.

• Revenus des Obligations enregistrent des intérêts de 122,5 millions à fin décembre 2018 avec un encours de F CFA 1,5 milliards au taux moyen de 6,25%, avec une évolution positive de plus de 6% comparativement à fin décembre 2018 et un taux d'exécution budgétaire de 100% ;

• Comptes Courants Associés: Revenus d'intérêts sur le CCA de F CFA 437 millions soit une augmentation de 12% par rapport à fin décembre 2017 et dépassement des objectifs budgétaires ;

## > La gestion de la subvention Fonds Vert pour le climat

Une subvention à hauteur de USD 300 000 est gérée par la CDC depuis 2017 à la suite du partenariat de prestation avec le Fonds Vert climat

Les acteurs du projet du plan d'investissements climatiques du Gabon ont remis à M. le Premier Ministre, le document cadre destiné à faciliter la mobilisation de financement au bénéfice des projets à incidence climatique favorable pour le pays.



DIRECTION DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DE L'ENERGIE  
**Wilfried MORAU ABA'A**

## Le Financement de la Transition Énergétique

### Le programme de construction des centrales solaires

Ce projet s'inscrit dans la volonté gouvernementale d'un mix-énergétique dominé par les énergies renouvelables. Il concerne huit villes du pays et vise à hybrider les centrales thermiques de la SEEG dans ces localités.

Le projet se traduit par un bilan carbone considérable (économie moyenne de 2 000 tonnes de CO<sup>2</sup>) et par un effet positif sur l'équilibre de l'exploitation de la SEEG. La capacité de production cumulée est de 2,8 Mégawatts pour un coût d'investissement estimé à FCFA 4 milliards.



Phase d'étude pour la construction  
des centrales solaires à Ndjolé.

### Le programme de commercialisation des Kits BBOXX

Les kits BBOXX sont des solutions d'accès à l'énergie adressées aux foyers, composés d'un panneau solaire en toiture et son assemblage technique, pour délivrer de l'énergie et d'une gamme limitée d'équipements électroménagers ( radios, TV... ). La mise à disposition aux clients à travers un contrat de location-vente sur 5 ans permet aux populations rurales et en zones péri-urbaines non reliées au réseau national d'accéder à l'énergie électrique et à la modernité. Ce projet présente un volume de 250 kits installés dans diverses régions du pays.



Installation des kits BBOXX à Malibé.

## Le Développement Durable

### Le projet Grande Mayumba

Le projet Grande Mayumba, initialement lancé le 20 Avril 2011 suite à une alliance stratégique à long terme entre le gouvernement gabonais et la société SFM Africa Limited, permettra à cette entité de conserver, développer et gérer durablement les paysages en Afrique subsaharienne et principalement au Gabon de manière intégrée et éthique.

Le nouvel accord transactionnel signé le 13 novembre 2018, permet de mettre en œuvre des projets intégrés de développement durable dans la région de Mayumba, province de la Nyanga. Mais aussi de développer l'exploitation forestière, la transformation du bois, l'agro-industrie, l'agroforesterie, la pêche, les infrastructures et les droits environnementaux, un circuit touristique avec en son sein 3 à 5 lodges d'expérience fauniques, les infrastructures connexes dans les parcs nationaux de Moukalaba Doudou, Mayumba, Lope et Ivindo.

Une société conjointe de développement d'expériences écotouristiques sera créée avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux ( ANPN ) afin de perfectionner les possibilités de la faune et de l'habitat pour le tourisme au Gabon.

SFM Africa a investi environ FCA 234 milliards lors de la création de la Grande Mayumba Development Company et de Safari Gabon, menant des recherches scientifiques et commerciales et réalisant des études de terrain de faisabilité, de cartographie et des évaluations environnementales.

Ainsi, SFM Africa devra reprendre et réaliser ses investissements et ses activités au Gabon, consolider et déployer une zone forestière de 631 100 HA ainsi qu'une zone marine de 260 900 HA avec comme partenaire stratégique, la Caisse des Dépôts et Consignations qui détient une participation de 40% dans la Grande Mayumba, au prix de FCFA 17 milliards.

#### ➤ **Groupe Rougier : gestion durable des forêts**

La société Rougier Afrique International ( RAI ) mène une politique sociale et environnementale qui fonctionne en gestionnaire d'un capital forestier de premier plan dans le Bassin du Congo. Le groupe ROUGIER agit en tant qu'acteur responsable du secteur forestier et selon les principes de développement durable.

Ce dernier a fixé les règles d'une politique environnementale stricte, reposant sur deux piliers fortement complémentaires, à savoir la gestion forestière responsable et le commerce responsable des « produits bois ».

Ainsi, cette gestion durable nécessite de :

- Se conformer strictement aux exigences légales, nationales et internationales applicables ainsi qu'aux conventions internationales de protection des espèces animales et végétales ;

- Respecter l'ensemble des droits des travailleurs et ne pas recourir à des pratiques discriminatoires ni au travail des enfants, promouvoir l'emploi local et contribuer au bien-être des travailleurs et de leurs familles ;

- Mettre en place des modes de gestion participative impliquant les populations locales et autochtones, permettant de préserver et valoriser les usages et savoir-faire traditionnels ;

- Pérenniser la ressource forestière à travers une exploitation à faible impact, et préserver les écosystèmes fragiles notamment par l'identification des zones à Haute Valeur de Conservation ;

- Assurer un suivi régulier de l'ensemble de ses activités afin de pouvoir remédier rapidement à tout écart constaté ;

- Mener des audits rigoureux de conformité sur l'ensemble de ses pratiques et opérations afin de pouvoir mesurer régulièrement les progrès accomplis en termes de performances environnementales, santé, sécurité et gestion forestière ;

- Maintenir un relationnel de proximité et un dialogue étroit avec l'ensemble des acteurs de la filière de bois : instances gouvernementales, organisations non gouvernementales, centres de recherche, partenaires scientifiques et organismes de certification ;

- Proscrire tout commerce de bois récolté illégalement, en violation des droits traditionnels et civiques, ou encore issu de zones où des Hautes Valeurs de Conservations sont menacées ;

- Mener une politique d'achat responsable et notamment d'augmenter autant que possible la proportion des volumes achetés, bénéficiant d'une certification par un organisme vérificateur indépendant ;

- Financer les actions de protection de l'environnement et de développement social en lien avec les engagements ci-dessus, en adéquation avec la viabilité économique des activités du Groupe.

Le plan d'aménagement d'une concession, une fois approuvé par les autorités concernées, engagera la société sur une très longue période ( en général 30 ans ). En conséquence, sa préparation doit suivre un processus long et complexe, fondé à la fois sur une démarche scientifique rigoureuse et sur une concertation large et permanente. Cela implique de faire une cartographie forestière, un inventaire d'aménagement, un diagnostic socio-économique, la mise en œuvre du plan d'aménagement, l'inventaire d'exploitation, le suivi et contrôle de l'application du plan d'aménagement.

Concernant l'achat de produits forestiers, la procédure exige une certification forestière qui promeut et garantit une gestion des forêts respectueuses des trois piliers du développement durable que sont : Environnemental, Social et Economique.

Il y a deux (2) systèmes de certification de légalité et de traçabilité dans le monde : le PEFC et le FSC.

- Le PEFC est l'acronyme pour l'ONG internationale Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes ou Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières ;
- Le FSC, pour Forest Stewardship Council, témoigne de la provenance d'une forêt correctement gérée.

Rougier a choisi de mettre en place la certification FSC progressivement sur chacun de ses sites. Aujourd'hui, plus d'un million d'hectares de forêts sont certifiés dans les concessions de Rougier au Gabon, et bientôt au Congo.



Site industriel de Rougier dans le sud-est du Gabon (usine de MBOUMA OYALI, Haut Ogooué)

### ➤ **Processus d'accréditation au Fonds Vert pour le Climat (GCF)**

La CDC ambitionne d'obtenir le statut d'entité accréditée, ce qui lui permet de mobiliser un volume de ressources atteignant FCFA 150 milliards auprès du GCF, et de gagner en crédibilité auprès d'autres multilatéraux. Les équipes de la CDC sont à pied d'œuvre pour la mise en œuvre des mesures et recommandations issues de l'audit des politiques et des procédures existantes.

## ➤ **Coopération et Relations Institutionnelles**

Dans la perspective de la mise en place d'une dynamique de partenariats porteurs, la Direction Générale de la CDC a rencontré divers acteurs relevant de la sphère financière en vue de nouer des domaines de collaboration possibles.

Dans le cadre de sa coopération bilatérale avec les autres caisses des dépôts, la Direction Générale a effectué des visites de travail à la CDC France, à la CDG Maroc et à la CDC Tunisie.

Toutes ces initiatives, y compris celle plus large du Forum des Caisses, visent la diffusion du modèle des caisses de dépôt, et le partage d'expertises et d'expériences.



De gauche à droite : M. Herman NZOUNDOU BIGNOUMBA ( ADG CDC Gabon ),  
Dr Boutheina BEN YAGLANE ( DG CDC Tunisie ),  
M. Césaire TSINGA ( Directeur des Etudes de la Stratégie et des Participations )

### > **Comité de coordination du Forum des Caisses de Dépôts**

La CDC a participé le 02 octobre 2018 à une réunion du comité de coordination du Forum Mondial des Caisses de Dépôts, au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD) à Dakar au Sénégal.

La rencontre a porté sur l'étude de l'état d'avancement du projet d'opérationnalisation de la CDC du Burkina Faso, suivi d'un débat sur l'organisation, la gouvernance et la gestion du forum, les activités des groupes de travail, du secrétariat général et des coordinateurs.

Le comité de coordination est composé de représentants des différentes Caisses de France, d'Italie, de Tunisie, du Maroc, du Bénin, du Congo, du Gabon, de Guinée, de Mauritanie, du Burkina Faso et du Sénégal qui ont accueilli le nouveau membre du forum représentant de la Caisse du Niger. Ce forum constitue une plateforme d'échanges et de dialogue entre institutions financières chargées de collecter, gérer et utiliser l'épargne ou toute forme de ressources publiques d'investissement, au service du développement économique et social.

C'est ainsi que lors de cette réunion, plusieurs thématiques pour la 5ème édition du Forum Mondial de Dakar ont été discutées, et le comité de coordination a décidé de la mise en place de trois ateliers de travail, auxquels participeront les responsables métiers de chacune des Caisses sur les thèmes suivants :

- Modèle prudentiel et exposition aux risques ;
- Gestion des fonds et des dépôts, notamment les fonds en déshérence ;
- Ingénierie de projets.

Les objectifs de ces ateliers sont de capitaliser et de mutualiser l'expérience des Caisses de Dépôts sur des sujets majeurs pour leur gestion et leur développement, ainsi que de dynamiser la coopération technique entre les Caisses par un échange multi-institutions. La restitution de ces ateliers se fera lors du 5ème Forum des Caisses de Dépôts, prévu à Dakar du 17 au 18 Septembre 2019.

### > **COP24 à Katowice en Pologne**

En tant qu'institution financière engagée dans la mobilisation des sources de financements climatiques, la CDC a pris part à la COP24 au sein de la délégation gabonaise conduite par le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères.

Pendant ces assises, la CDC a fait diverses communications dont une présentation de son modèle économique et son expérience dans l'accompagnement des collectivités locales.

Une rencontre a également été initiée au pavillon Gabon avec l'Agence Française de Développement et la Banque Européenne d'Investissement, avec la participation des autres acteurs nationaux tels que le Conseil National Climat.



> **Sommet de l'Alliance Solaire Internationale (ASI)**

La CDC a participé aux travaux du Sommet de l'ASI (Alliance Solaire Internationale), du 10 au 11 mars 2018 à New Delhi. Ces travaux s'inscrivent dans l'optique d'accompagner les engagements internationaux du Gabon relatifs à la promotion des sources d'énergies renouvelables dont le solaire.

> **Programme international CDC pour l'Afrique**

Du 13 au 16 novembre 2018, la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc a organisé un séminaire qui vise à mettre en valeur le modèle économique particulier de « Caisse de Dépôt » comme étant un outil de collecte, de gestion et de transformation de l'épargne pour le développement.

La première édition avait été consacrée à la zone CEDEAO en septembre 2017. Cette deuxième édition est dédiée à la zone CEEAC.

Cadre de dialogue, de concertations et d'échanges, le séminaire a été une occasion pour l'ADG de la CDC de faire un retour d'expérience de la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon, seule institution du genre en Afrique Centrale.

À ce titre, y ont pris part plus de cinquante représentants des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale ( CEMAC ), du Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe ( COMESA ), et de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale ( CEEAC ).



De gauche à droite : M. Bernardo BINI SMAGHI, SG du Forum des Caisses de Dépôts, et M. Herman NZOUNDOU BIGNOUMBA, ADG de la CDC Gabon

> **43ème Assemblée Générale de la Banque Islamique de Développement ( BID )**

La Caisse des Dépôts et Consignations a participé du 1er au 5 avril 2018, à la 43ème assemblée générale annuelle de la Banque Islamique de Développement ( BID ), qui s'est tenue à Tunis, capitale de la Tunisie.

Ces assises ont permis la mise en place d'une plateforme dynamique de discussions sur les questions économiques, financières et de développement qui revêtent un intérêt particulier pour les parties prenantes ainsi que les échanges et la promotion du partenariat, la coopération et le partage des connaissances.

La Banque Islamique de Développement a été fondée le 7 décembre 1973, par les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique. L'objectif de l'institution était de soutenir le développement économique des pays membres, et ses activités avaient démarré le 20 octobre 1975. A ce jour, la Banque Islamique de Développement a financé des projets à hauteur de USD 128 milliards dans les pays membres.

## Une Institution Engagée

### > **Une institution investie en faveur d'un développement durable : la charte de développement durable et ses engagements**

La charte met l'accent sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les modes opératoires de la CDC, impliquant sa gestion interne, la mise en œuvre de ses métiers et les relations avec ses partenaires, tout en veillant à l'intégrité de sa mission et de son identité.

### > **Promouvoir l'investissement responsable**

Pour matérialiser son engagement de responsabilité, la CDC a inscrit sa stratégie à long terme et la mise en œuvre de ses activités au quotidien, dans le respect d'un ensemble de principes consignés dans une charte de développement durable adossée à des objectifs opérationnels.

Ces principes visent à prendre en compte la durabilité dans les investissements et les opérations de la CDC, et consistent notamment à :

- Décarboner l'ensemble des portefeuilles d'actifs ( financiers, immobiliers, etc ) et investir dans les actifs sobres en carbone, avec une cible de poids de portefeuille ;

- Mettre en place un Système de Gestion Environnemental et Social ( SGES ), afin de systématiquement engager un diagnostic y relatif dans les entreprises en portefeuille ou cibles ;

- Mettre en œuvre des procédures internes d'évaluation et de gestion des risques liées au changement climatique propre à chaque projet, intégrées à la prise de décision ;

- Intégrer les préoccupations d'efficacité énergétique et de qualité environnementale dans les constructions et technologies immobilières, lors de la prise de décision d'investissement ;

- Veiller à la mise en place d'installations susceptibles de favoriser l'accès aux personnes à mobilité réduite, et ayant le moins d'impact possible sur le paysage.

### > **Veiller à la loyauté et à la transparence des pratiques**

La CDC a développé une politique de transparence guidée par la volonté de renforcer la confiance dans ses relations, avec les différentes parties prenantes de ses opérations.

Cette politique repose sur le principe d'une grande accessibilité par les acteurs aux demandes d'informations, portant sur la gouvernance de l'institution, sa stratégie, ses objectifs, ses projets, ses moyens, ses résultats et leurs impacts.

Cette politique n'a pas de limitation de périmètre géographique. Elle vaut autant pour les acteurs nationaux que pour les partenaires internationaux, et vise à encourager un dialogue permanent et franc.

La politique garantit toutefois la protection des informations dont la divulgation porterait atteinte aux droits et intérêts légitimes de tiers, et/ou de la CDC conformément aux exceptions définies.

Dans l'application de sa politique de transparence, la CDC tient compte de ses autres politiques et règles telles que :

- La politique antifraude et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, en liaison avec les exigences de l'Agence Nationale d'Investigations Financières ( ANIF ) ;
- La politique de signalement et de dénonciation ;
- La politique de traitement des plaintes liées aux interventions de la CDC.

### **> Favoriser l'action collective et l'intérêt général**

Dans un esprit collaboratif, de transversalité, la Caisse des Dépôts et Consignations accompagne les populations et investit dans le financement des entreprises. Aujourd'hui, la CDC via ses différents programmes vise un impact social durable.

En matière d'énergie, le projet des kits solaires permet aux ménages n'ayant pas accès au réseau électrique national, de disposer d'une énergie électrique propre. La CDC finance également un programme de construction de huit centrales solaires. L'impact attendu est d'économiser annuellement 1 million de litres de fuel et 3.000 tonnes de CO2. Dans le domaine du développement durable, elle a investi dans un programme multi-sectoriel (exploitation forestière et agroindustrielle) d'aménagement territorial dans la région de la Grande Mayumba, un modèle en termes de mobilisation de ressources de la finance dite « verte ».

En matière d'accès à la propriété, avec les programmes Bougainvilliers et Magnolia, nous avons prévus la construction de 420 logements en 2 ans. Sur le chantier du complexe Magnolia, les travaux emploient plus 500 personnes dont au moins 70% de nationaux.

Dans le cadre du développement des infrastructures, les projets d'extension des ports en collaboration avec le groupe GSEZ, emploient plus de huit-cent-dix ( 810 ) personnes dont six-cent-cinquante-huit ( 658 ) nationaux. Ce qui constitue une main d'œuvre considérable et un véritable impact social dans le pays.

**RAPPORT**  
Financier 2018



**Deloitte.**

**ORIGINAL**

Deloitte Touche Tohmatsu  
Immeuble LBS (Ex-GML)  
BP 4660  
Libreville  
Gabon  
NIF : 793742 T  
RCCM : 20018001172

Tel: +241 01 77 21 43 - 01 77 21 42  
Fax: +241 01 74 41 92 - 01 76 08 27  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

**CDC**

Etablissement Public avec Conseil d'Administration

BP 8820

Libreville

République Gabonaise

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2018

Document confidentiel

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à ses réseaux de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter [www.deloitte.com/about](http://www.deloitte.com/about).

© 2019 Deloitte Gabon - Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

## CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

### CDC

Etablissement Public avec Conseil d'Administration

BP 8820

Libreville

République Gabonaise

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Caisse des Dépôts et Consignations, tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la Loi.

## I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

### 1.1 Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), qui comprennent le bilan faisant ressortir des capitaux propres de FCFA 205 321 millions au 31 décembre 2018, le compte de résultat faisant apparaître un résultat net bénéficiaire de FCFA 2 163 millions pour l'exercice 2018, le tableau des flux de trésorerie, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes annexes.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le SYSCOHADA révisé.

#### Document confidentiel

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter [www.deloitte.com/about](http://www.deloitte.com/about).

© 2018 Deloitte Gabon - Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

# Deloitte.

## 1.2 Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA du 8 juin 2017, portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de l'établissement CDC conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## 1.3 Autre information

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'entrée en vigueur de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière et du Système Comptable de l'OHADA qui lui est annexé (ensemble désigné « SYSCOHADA révisé »), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La mise en application de ce nouveau référentiel comptable a nécessité une conversion du plan comptable antérieurement appliqué par l'entité, ainsi que la préparation de comptes comparatifs 2017 en application des dispositions du SYSCOHADA révisé ("Comptes pro-forma"), pour le bilan d'ouverture des états financiers de l'exercice 2018. Ce point est exposé dans la note annexe n° 2 « Informations obligatoires » des états financiers annuels 2018, portant sur la déclaration de conformité au SYSCOHADA révisé.

## 1.4 Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note 2 bis des notes annexes aux états financiers annuels 2018, concernant :

- (i) Note A.2.i, décrivant la méthode de dépréciation des titres de participations et le processus d'estimations comptables retenu à fin 2018 sur ces titres ;
- (ii) Note A.2.ii, présentant le traitement comptable des titres de participations de 3 sociétés du Groupe Olam au Gabon (Gabon Spécial Economic Zone, Olam Palm, Olam Rubber) cédés en 2018 par l'Etat Gabonais à la CDC à un franc symbolique et valorisés en immobilisations financières à l'actif du bilan de la Caisse pour un montant de FCFA 141 663 millions à fin 2018 ;

- (iii) Note A.2.iii, relative à l'emprunt obligataire convertible en actions souscrit par la CDC en date du 21 décembre 2018, auprès de l'institution financière Africa Finance Corporation (AFC) pour un montant de USD 90 millions de dollars ;
- (iv) Note A.10, relative à l'impact sur les états financiers annuels 2018, de l'affinement de la méthode de comptabilisation des ressources perçues par la CDC au titre du Fonds National de l'Habitat (FNH).

## **1.5 Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement de l'institution relatives aux états financiers annuels**

Les états financiers annuels ont été établis par la Direction Générale et arrêtés par le Conseil d'Administration.

La Direction Générale est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le SYSCOHADA révisé, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Direction Générale d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer l'hypothèse de continuité d'exploitation, sauf si la Direction Générale a l'intention de mettre l'établissement en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et d'arrêter les états financiers annuels.

## **1.6 Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du Commissaire aux comptes.

ORIGINAL

**Deloitte.**

**II. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

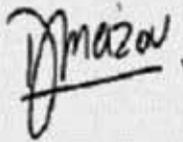
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les états financiers annuels.

Fait à Libreville, le 1<sup>er</sup> août 2019

**Le Commissaire aux comptes**

**Deloitte Touche Tohmatsu**



**Deloitte Touche Tohmatsu**  
TEL (241) 01.77.21.42 / 43 - 01.74.41.93  
Fax (241) 01.74.41.92 - B.P. 4690 - Libreville  
NIF. 793 742 T  
RCCM: 3001B001172

**Dominique Meizou Rogandji**  
Associé  
Expert-Comptable agréé CEMAC

# Deloitte.

## ANNEXE 1 - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes « ISA », le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les états financiers ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des états financiers et évalue si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2018**

| REF | ACTIF  | Note | Exercice au 31/12/2018 |                | Net             | Exercice au 31/12/2017 |     | REF | PASSIF  | Note | Exercice au 31/12/2018 |                 | Exercice au 31/12/2017 |
|-----|--|------|------------------------|----------------|-----------------|------------------------|-----|-----|---|------|------------------------|-----------------|------------------------|
|     |  |      | Brut                   | Amort / Degrec |                 | Net                    | Net |     |   |      | NET                    | NET             |                        |
| AD  | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>             | 3    | 1168 037 853           | 1 021 812 828  | 146 225 025     | 183 805 083            | 0   | CA  | Capital   | 13   | 151 663 327 384        | 10 000 000 000  |                        |
| AE  | Frais de recherche et de prospection             |      | 0                      |                |                 | 0                      |     | CB  | Apporteurs capital non appelé (-)                           | 13   |                        |                 |                        |
| AF  | Brevet, licences, logiciels et droits similaires |      | 1168 037 853           | 1 021 812 828  | 146 225 025     | 183 805 083            |     | CD  | Primes liées au capital social                              | 14   |                        |                 |                        |
| AG  | Fonds commercial et droit au bail                |      |                        | 0              |                 | 0                      |     | CE  | Ecart de réévaluation                                       | 3E   |                        |                 |                        |
| AH  | Autres immobilisations incorporelles             |      |                        |                |                 | 0                      |     | CF  | Réserves indisponibles                                      | 14   | 1 895 123 690          | 1 715 614 096   |                        |
| AI  | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>               | 3    | 28 466 743 982         | 3 271 081 053  | 25 195 662 929  | 25 826 826 665         |     | CG  | Réserves libres   | 14   |                        |                 |                        |
| AJ  | Terrains (1)                                     |      | 22 176 590 130         | 263 760 000    | 21 914 830 130  | 22 176 590 130         |     | CH  | Report à nouveau (+ ou -)                                   | 14   | 18 966 998 066         | 17 333 411 720  |                        |
| AK  | Bâtiments  |      | 3 593 780 370          | 994 495 047    | 2 599 285 323   | 2 886 787 753          |     | CJ  | Résultat net de l'exercice (+ ou -)                         |      | 2 163 847 565          | 1 815 095 940   |                        |
| AQ  | (1) dont placement en Net,...../ 2 886 787 753   |      |                        |                |                 |                        |     | CL  | Subventions d'investissement                                | 15   | 30 631 637 124         | 16 818 942      |                        |
| AL  | Aménagement, agencements et Installations        |      | 1 269 484 315          | 961 684 146    | 307 800 169     | 408 154 949            |     | CM  | Provisions réglementées                                     | 15   |                        | 35 183 022 087  |                        |
| AM  | Matériel, mobilier et actifs biologiques         |      | 944 062 643            | 791 279 395    | 152 783 248     | 212 545 595            |     | CP  | <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>      |      | 205 320 933 829        | 66 061 962 785  |                        |
| AN  | Matériel de transport                            |      | 480 826 524            | 259 862 465    | 220 964 059     | 140 750 248            |     | DA  | Emprunts et dettes financières diverses                     | 16   | 56 827 000 000         |                 |                        |
| AP  | Avances et acomptes versés sur immobilisations   | 3    | 29 599 485 221         | 0              | 29 599 485 221  | 26 173 165 336         |     | DB  | Dettes de location acquisition                              | 16   |                        |                 |                        |
| AQ  | <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>               | 4    | 200 791 537 320        | 12 019 488 197 | 188 772 039 123 | 53 035 355 218         |     | DC  | Provisions pour risques et charges                          | 16   | 993 726 944            |                 |                        |
| AR  | Titres de participation                          |      | 180 257 171 095        | 12 019 488 197 | 168 237 672 898 | 24 424 535 469         |     | DD  | <b>TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>    |      | 57 820 726 944         |                 |                        |
| AS  | Autres immobilisations financières               |      | 20 534 366 225         |                | 20 534 366 225  | 28 610 820 749         |     | DF  | <b>TOTAL RESSOURCES STABLES</b>                             |      | 263 141 660 773        | 66 061 962 785  |                        |
| AZ  | <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>                    |      | 260 025 804 376        | 16 312 392 076 | 243 713 412 299 | 105 219 155 302        |     | DH  | Dettes circulantes H.A.O                                    | 5    |                        |                 |                        |
| BA  | <b>ACTIF CIRCULANT H.A.O</b>                     | 5    |                        |                |                 |                        |     | DI  | Clients, avances reçues                                     | 7    | 180 237 458 313        | 168 910 091 139 |                        |
| BB  | <b>STOCKS ET ENCOURS</b>                         | 6    |                        |                |                 |                        |     | DJ  | Fournisseurs d'exploitation                                 | 17   | 3 071 177 663          | 3 731 009 851   |                        |
| BG  | <b>CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES</b>             |      | 206 684 914 780        | 301 956 830    | 206 382 957 950 | 138 509 385 980        |     | DK  | Dettes fiscales et sociales                                 | 18   | 1 302 714 997          | 2 769 494 144   |                        |
| BH  | Fournisseurs, avances versées                    | 17   | 2 486 695 512          |                | 2 486 695 512   |                        |     | DM  | Autres dettes   | 19   | 35 466 048 310         | 15 163 647 750  |                        |
| BI  | Clients  | 7    | 111 331 004 721        | 241 956 829    | 111 089 047 892 | 12 511 256 573         |     | DN  | Provisions pour risques et charges                          | 19   |                        |                 |                        |
| BJ  | Autres créances                                  | 8    | 92 867 214 547         | 60 000 001     | 92 807 214 546  | 25 988 129 407         |     | DP  | <b>TOTAL PASSIF CIRCULANT</b>                               |      | 220 077 399 283        | 190 574 242 584 |                        |
| BK  | <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>                     |      | 206 684 914 780        | 301 956 830    | 206 382 957 950 | 138 509 385 980        |     | DQ  | Banques, crédits d'escompte                                 | 20   |                        |                 |                        |
| BQ  | Titres de placement                              | 9    | 21 804 994 840         | 731 520 760    | 21 073 474 080  | 4 421 545 569          |     | DR  | Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie | 20   | 2 175 551 729          | 84 816 995      |                        |
| BR  | Valeurs à encaisser                              | 10   |                        |                |                 |                        |     | DT  | <b>TOTAL TRESORERIE - PASSIF</b>                            |      | 2 175 551 729          | 84 816 995      |                        |
| BS  | Banques, chèques postaux, caisse                 | 11   | 14 293 487 467         |                | 14 293 487 467  | 6 614 360 813          |     | DV  | Ecart de conversion - Passif                                | 12   | 68 720 000             | 43 225 000      |                        |
| BT  | <b>TOTAL TRESORERIE - ACTIF</b>                  |      | 36 098 452 397         | 731 520 760    | 36 366 961 537  | 13 035 706 382         |     | DZ  | <b>TOTAL GENERAL</b>  |      | 485 463 331 785        | 256 764 247 664 |                        |
| BU  | Ecart de conversion - actif                      | 12   |                        |                |                 |                        |     |     |   |      |                        |                 |                        |
| BZ  | <b>TOTAL GENERAL</b>                             |      | 502 809 201 653        | 17 348 869 668 | 485 463 331 785 | 256 764 247 664        |     |     |   |      |                        |                 |                        |

# Compte de Résultat

| COMPTE DE RESULTAT |  |        |           |                      |                        |
|--------------------|--|--------|-----------|----------------------|------------------------|
| Réf.               | Rubriques  | Lignes | Note      | EXERCICE AU          | EXERCICE AU            |
|                    |  |        |           | 31/12/2018           | 31/12/2017             |
|                    |  |        |           | NET                  | NET                    |
| TA                 | Ventes de marchandises   | +      | 21        | -                    | -                      |
| RA                 | Achat de marchandises  | -      | 22        | -                    | -                      |
| RB                 | Variations de stocks de marchandise  | -/+    | 6         | -                    | -                      |
| XA                 | <b>MARGE COMMERCIALE</b>   |        |           | -                    | -                      |
| TB                 | Ventes de produits fabriqués   | +      | 21        | -                    | -                      |
| TC                 | Travaux, services vendus   | +      | 21        | 160 500 325          | 145 808 528            |
| TD                 | Produits accessoires   | +      | 21        | 53 657 010           | 31 425 111             |
| XB                 | <b>CHIFFRE D'AFFAIRES (A+B+C+D)</b>  |        |           | <b>214 157 335</b>   | <b>177 233 639</b>     |
| TE                 | Production stockée (ou déstockage)   | -/+    | 6         | -                    | -                      |
| TF                 | Production immobilisée   | +      | 21        | -                    | -                      |
| TG                 | Subventions d'exploitation   | +      | 21        | -                    | -                      |
| TH                 | Autres produits  | +      | 21        | 4 852 860 327        | 7 377 918 303          |
| TI                 | Transferts de charges d'exploitation   | +      | 12        | -                    | -                      |
| RC                 | Achats de matières premières et fournitures liées                                      | -      | 22        | -                    | -                      |
| RD                 | Variations de stocks de matières premières et fournitures liées                        | -/+    | 6         | -                    | -                      |
| RE                 | Autres Achats  | -      | 22        | (118 364 051)        | (173 390 159)          |
| RF                 | Variation de stocks d'autres approvisionnements  | -/+    | 6         | -                    | -                      |
| RG                 | Transports   | -      | 23        | <b>(171 991 054)</b> | <b>(114 595 787)</b>   |
| RH                 | Services extérieurs  | -      | 24        | (1 761 073 522)      | (1 684 007 804)        |
| RI                 | Impôts et taxes  | -      | 25        | (16 554 075)         | (11 355 361)           |
| RJ                 | Autres charges   | -      | 26        | (163 493 000)        | (168 900 000)          |
| XC                 | <b>VALEUR AJOUTEE (XB+RA+RB)+Somme (TE à RJ)</b>                                       |        |           | <b>2 835 541 960</b> | <b>5 402 902 831</b>   |
| RK                 | Charges de personnel   | -      | 27        | (2 563 305 029)      | (1 995 383 542)        |
| XD                 | <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC-RK)</b>  |        | <b>28</b> | <b>272 236 931</b>   | <b>3 407 519 289</b>   |
| TJ                 | Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations et subvention d'investissements | +      | 28        | 4 209 676 746        | 87 061 078             |
| RL                 | Dotations aux amortissements et aux provisions et dépréciations                        | -      | 3C&28     | (711 344 405)        | (9 982 953 508)        |
| XE                 | <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+RL)</b>  |        |           | <b>3 770 569 272</b> | <b>(6 488 373 141)</b> |
| TK                 | Revenus financiers et assimilés  | +      | 29        | 2 833 110 747        | 1 067 362 847          |
| TL                 | Reprises de provisions et dépréciations financières                                    | +      | 28        | -                    | -                      |
| TM                 | Transferts de charges financières  | +      | 12        | -                    | -                      |
| RM                 | Frais financiers et charges assimilées   | -      | 29        | (3 550 913 963)      | (1 628 101 351)        |
| RN                 | Dotations aux provisions et aux dépréciations financières                              | -      | 3C&28     | -                    | -                      |
| XF                 | <b>RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN)</b>  |        |           | <b>(717 803 216)</b> | <b>(560 738 504)</b>   |
| XG                 | <b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE+XF)</b>                                       |        |           | <b>3 052 766 056</b> | <b>(7 049 111 645)</b> |
| TN                 | Produits des cessions d'immobilisations  | +      | 3D        | 2 326 232            | 1 314 000              |
| TO                 | Autres Produits H.A.O.   | +      | 30        | 241 645 024          | 8 894 332 266          |
| RO                 | Valeurs comptables des cessions d'immobilisations                                      | -      | 3D        | -                    | -                      |
| RP                 | Autres Charges H.A.O   | -      | 30        | (1 132 889 747)      | (31 438 682)           |
| XH                 | <b>RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)</b>                              |        |           | <b>(888 918 491)</b> | <b>8 864 207 584</b>   |
| RQ                 | Participation des travailleurs   | -      | 30        | -                    | -                      |
| RS                 | Impôts sur le résultat   | -      |           | -                    | -                      |
| XI                 | <b>RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)</b>  |        |           | <b>2 163 847 565</b> | <b>1 815 095 939</b>   |





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*Le partenaire économique de long terme*

**ÉDITION**

Caisse des Dépôts et Consignations  
Direction Générale

**CONTACT PRESSE**

Service Communication & Marketing  
[servicecommunication@cdc-gabon.ga](mailto:servicecommunication@cdc-gabon.ga)

**CRÉDITS PHOTOS**

Shutterstock - CDC

**CRÉATION GRAPHIQUE**

Havas africa Gabon



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
*Le partenaire économique de long terme*

**Siège Social :**

2ème étage immeuble Orchidia - Rue Jean NDENDE  
BP. : 8820 Libreville - Gabon  
Tél. +241 01 77 01 15 - Fax : +241 01 77 01 69  
[www.cdc-gabon.ga](http://www.cdc-gabon.ga)